

Département des Hautes-Alpes

Commune de SIGOYER

Procès-verbal de séance du conseil municipal
Jeudi 10 mars 2005 à 20 h 30

Convocation du 7 mars 2005

En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie qui assure une prise de notes, et de tous les conseillers municipaux en exercice, Mesdames et Messieurs : Bonnardel Alain, maire, Clément Jean-Luc, Cornil Jean-Marc, Duc Serge, Fernandez Vincent, Gabanou Agnès, Galmiche Françoise, Garcin André, Ligozat Jeannin, Luszczynski Sabine, Meunier Michel, Michalinoff Jacques, Paul Claude, Pelloux Suzanne, Raizin Stéphane.

Présents : 15 Votants : 15

Ordre du jour :

- ✍ Fonctionnement du conseil municipal
 - Motion de confiance*
- ✍ TLE champ d'application – taux)
- ✍ Orientations budgétaires
- ✍ Traverse du village – (convention Commune / Riverains)
- ✍ Questions diverses

M. le maire remercie les personnes présentes et aborde l'ordre du jour par les questions diverses :

Questions diverses :

? **L'association d'aide en milieu rural (ADMR)**
a sollicité de la mairie le recensement des personnes de 60 ans et + afin d'étudier le besoin des services de proximité (portage de repas ou de pharmacie, aides aux courses...) le secrétariat a recensé 161 personnes.

? **SIG : Système d'information géographique**

Il s'agit d'une application informatique qui regroupe sous forme cartographique l'ensemble des réseaux d'un territoire ainsi que son cadastre, système par couches successives permettant de repérer tout équipement.

Il sera élaboré par la CCTB, chaque commune devant positionner ses propres réseaux, et pourra être consulté par les services au moyen d' internet. Outil très intéressant mais d'un coût non négligeable pour la commune.

? **Déclarations de travaux exemptés de permis de construire :**

Le maire rappelle que le montage d'une yourte n'est pas soumis à autorisation de construire car considérée à juste titre comme habitation légère de loisir, il s'agit d'une construction sans fondation, démontable ou transportable, « une tente » autorisée de façon temporaire ; il précise qu'un courrier avait été adressé en ce sens à un administré qui souhaitait installer sur son terrain un mobil home.

S Duc précise que certaines serres de production installées sur la commune (d'une surface conséquente) devraient être soumises à autorisation et que leur installation sans autorisation ne les met pas à l'abri de la plainte d'un tiers.

Fonctionnement du conseil municipal – Motion de confiance :

M. le maire revient sur le déroulement de la dernière séance du conseil municipal qui ne s'est pas passé avec toute la sérénité souhaitée et demande que soit fait le point sur la politique municipale qu'il dirige, notamment au travers d'importants projets portés par l'ensemble du conseil depuis plusieurs mois.

Il constate que le vote du projet définitif traverse du village a fait l'objet de 3 abstentions (non prises en compte) alors que l'avant-projet a été voté par 2 fois à l'unanimité....

Il précise que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune et que le maire exécute ces décisions. De nombreux projets importants sont engagés jusqu'à la fin de la mandature, le maire demande aux conseillers de se prononcer par une motion de confiance, sur la conduite à suivre pour mener à bien l'ensemble de ces projets, et donne lecture d'un courrier qui leur est adressé (annexé à ce présent PV). Le maire ayant quitté la salle, le vote se déroule à bulletin secret .

Vote : le conseil accorde sa confiance au maire à 12 voix pour et 2 contre.

Le maire rappelle fermement que les décisions se prennent démocratiquement au sein du conseil municipal et non pas à l'extérieur.

A. Gabanou tient à exprimer son sentiment, craint que l'engagement de chacun, commun, en début de mandature où chacun oeuvrait dans le sens collectif, semble s'être transformé au fil des ans en intérêt personnel, souhaite que chacun reste vigilant dans sa réflexion et sa participation et fait confiance au conseil pour ses actions.

S Raizin souhaite réagir sur le malaise laissé lors du dernier conseil, accorde à chacun la possibilité d'avoir l'esprit critique donné par le droit de citoyenneté dans toute démocratie républicaine, mais n'hésiterait pas à aller au terme de son engagement, par la démission, en cas de désaccord profond avec la politique municipale.

M. Meunier souhaiterait que chacun se comporte en citoyen « raisonnable » de façon à accepter la loi de la démocratie, la critique fait progresser, mais quand les projets sont adoptés à la majorité, on ne doit plus les remettre en cause.

S Duc pense normal que les avis divergent et ne doivent pas remettre en cause l'amitié et le respect car il s'agit toujours d'une opposition d'idée et non de personne.

F Galmiche remet en cause le fonctionnement du conseil et reproche au maire de ne pas suffisamment informer les conseillers de tous les courriers adressés en mairie, un éclaircissement sera apporté en prochaine réunion de commission.

M. Meunier rappelle que tous les conseillers peuvent prendre connaissance auprès du secrétariat des courriers adressés en mairie et demander par écrit qu'un sujet précis soit inscrit à l'ordre du jour et abordé en conseil.

Traverse du village – convention Commune/riverains :

Historique : une convention d'utilisation du domaine privé a été présentée le 14.04.2004 aux riverains de la rue principale, puis refusée dans un courrier du 19.04.2004

Suite à la demande de M. Artaud, riverain, qui a fait examiner la convention par un avocat, des modifications pourraient être apportées et aboutir à un accord. M. Artaud se charge d'informer l'ensemble des riverains et nous fera part de leurs décisions.

S. Raizin propose que cette convention soit examinée par un conseil juridique (préfecture ou Conseil général) qui puisse la valider, et demande que le terme « Commune » soit remplacé par « gestionnaire des services ».

Modifications adoptées à l'unanimité moins 1 abstention.

TLE : compte rendu de la commission :

Champ d'application : toutes constructions, sauf constructions à caractère social et constructions agricoles

Taux : il doit rester modéré, proposition à 2%

Adopté à l'unanimité.

Orientations budgétaires :

Présentée par Jacques Michalinoff. De nombreuses opérations d'investissement sont prévues pour 2005 soit : traverse du village, maison de la station, maison des associations, réhabilitation maison Lucie, ferme relais, Vières, villages perchés, travaux d'assainissement et AEP...

Il faudra hiérarchiser les choix, d'autant que les recettes ne progressent pas, le conseil ayant opté pour ne pas augmenter les 4 taxes ; la clôture du compte administratif 2004 fait apparaître un solde excédentaire, mais en nette diminution par rapport aux exercices précédents.

Un problème de trésorerie risque d'apparaître si nous devons mener de front toutes ces opérations.

En matière de fonctionnement, on notera une augmentation des charges de personnel, en effet la commune souhaite s'assurer contre les risques statutaires que peuvent encourir les personnels de la commune dans le cadre de leurs fonctions ; après consultation des sociétés SMACL et DEXIA, le maire propose de retenir la société SMACL pour les tarifications suivantes en garantie tous risques :

Agents CNRACL : 4.52% (avec franchise de 15 jours par arrêt pour maladie ordinaire)

Agents non CNRACL : 1.50% (avec franchise de 15 jours par arrêt pour maladie ordinaire)

La commission finances se réunira le vendredi 18 mars pour faire le point.

Vières :

M. Meunier donne le compte-rendu de la commission, les travaux à engager concernent en priorité la viabilisation du chemin de Vières, à minima, afin de conserver son caractère piétonnier. M. J. Ligozat propose que ces travaux de voirie soient pris en charge par la commune . le conseil donne son accord.

Aucune question du public. La séance est levée à 23 heures, M. S. Raizin offre à tous le verre de l'amitié pour fêter sa réussite au concours d'ingénieur subdivisionnaire territorial.

Délibérations du conseil :

? TLE (taxe locale d'équipement)

Lu et approuvé, les conseillers municipaux